

Le Programme canadien des bourses de la Francophonie (PCBF) œuvre au renforcement des institutions des pays participants. Depuis septembre dernier, trois boursières du Cambodge et du Maroc poursuivent leurs études de deuxième cycle au microprogramme d'études du genre de l'Université Laval.

LEÏLA JOLIN-DAHEL
Collaboration spéciale

En raison de la pandémie, les étudiantes n'ont pas pu venir au Québec, à l'instar des titulaires des bourses des années précédentes. Mais Fatima-Ezzahra Belfakir, Jemaa Boussetta et Malin Kong suivent les cours du programme à distance depuis chez elles, tout en y travaillant pour des institutions gouvernementales. Elles sont d'ailleurs toutes engagées dans les politiques sociales de leur pays.

« Ce ne sont pas des étudiantes comme les autres, elles sont déjà sur le marché du travail, elles sont déjà impliquées, ce sont déjà des agentes de changement », explique Richard Marcoux, professeur titulaire à l'Université Laval et directeur de l'Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone (ODSEF).

Accès à l'emploi, équité salariale, les enjeux de genres sont similaires non seulement au Cambodge et au Maroc, mais également ailleurs dans le monde, souligne-t-il. Ainsi, deux candidates se penchent notamment sur les questions de violence familiale

« Ces trois stagiaires arrivent avec des contextes un peu différents et elles confrontent leurs idées, leurs réalités avec le contexte d'ici »

et envers les femmes. M^{me} Belfakir travaille entre autres sur l'analyse différenciée selon les sexes des données publiées du plus récent *Recensement général de la population et de l'habitat* au Maroc. « L'OSDEF est tout à fait adapté en quelque sorte pour le thème de la recherche qu'elle se propose de faire », dit-il.

Échanger pour acquérir des connaissances

Le stage permet aux trois boursières d'échanger entre elles sur les différents enjeux de genres, mais également d'acquérir des outils pour mieux être en mesure de faire leurs recherches, d'après Tony Toufic. Ce dernier est directeur du PCBF au Bureau canadien de l'éducation internationale (BCEI).

Il cite comme exemple l'analyse intersectionnelle proposée aux trois jeunes femmes alors qu'elles ne disposaient auparavant que d'une analyse de genres basée entièrement sur le sexe. Il ajoute que cela fournit une vision complètement différente des impacts. « Quand on examine les questions d'égalité de genres, tout est une notion de privilège de catégories

VOIR PAGE D 9 : BOURSIÈRES



LE PCBF S'ENGAGE À SA FAÇON DANS SA CONTRIBUTION AU DÉVELOPPEMENT ET À LA SOLIDARITÉ DANS L'ESPACE DE LA FRANCOPHONIE

+ de 2 800
bourses*
délivrées
depuis 1987



* Dont 43% à des femmes

pour des programmes suivis dans
une quarantaine d'établissements
francophones canadiens

7 programmes*
développés par des
établissements
partenaires



* Dont 43% à des femmes

répondant aux besoins des
37 pays bénéficiaires membres
de la Francophonie

85% boursier.ière.s*
réintègrent
leur institution



* Depuis 2009

dans les 6 mois de leur retour et
contribuent au développement

+/- 8 200 arbres
plantés dans la
forêt boréale



pour compenser 1 130 tonnes
de GES* depuis 2017

* émis par les vols internationaux
des boursier.ière.s

www.boursesfrancophonie.ca



Affaires mondiales
Canada

Global Affairs
Canada



Canadian Bureau for
International Education
Bureau canadien de
l'éducation internationale

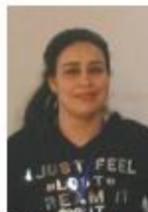


WUSC EUMC

Un écart à combler

BOURSIÈRES

SUITE DE LA PAGE D 3



Fatima-Ezzahra
Belfakir



Jemaa Boussetta



Malin Kong

de personnes par rapport aux autres, précise M. Toufic. Les problématiques de genres, on en a encore ici aussi. Mais ce qui est intéressant, c'est cette plateforme d'échanges qu'on leur permet d'avoir. »

« Ces trois stagiaires arrivent avec des contextes un peu différents et elles confrontent leurs idées, leurs réalités avec le contexte d'ici », ajoute M. Marcoux.

Les boursières marocaines ont également constaté que, si beaucoup de choses sont faites par le gouvernement, il reste néanmoins un écart à combler entre les lois existantes et leur application sur le terrain. « On va par exemple avoir des catégories d'emploi à prédominance féminine qui vont être plutôt du secteur informel : tout ce qui est aides-ménagères, etc. », explique M. Toufic. Ces classes de personnes resteraient encore ignorées des systèmes d'accès aux ressources et aux services sociaux. Plusieurs boursières désirent œuvrer à modifier ce déséquilibre.

Un stage en trois temps

La première sélection des candidats boursiers s'est faite par les pays participants au PCBF. Là-bas, un comité national s'est penché sur les demandes obtenues de la part d'institutions gouvernementales. Il a ensuite envoyé une liste de postulants au PCBF, qui a jumelé ses propres évaluations à celles du pays pour le choix définitif. « Les fondements du programme, c'est l'excellence des candidatures. C'est sûr qu'on va donner les bourses aux meilleures candidatures qu'on reçoit », résume M. Toufic.

Depuis septembre 2020, les trois participantes du PCBF de cette année poursuivent leurs études de genres dans le microprogramme comptant cinq cours pour un total de 15 crédits universitaires. « Ça collait parfaitement cette année dans un contexte de pandémie, dans la mesure où les boursières ne pouvaient pas se déplacer, mais où on pouvait offrir les cours à distance », note M. Marcoux.

Les boursières prendront également part cet été, en se déplaçant dans la province, à la prochaine édition de l'Université féministe d'été, avant de finalement réaliser leur stage de recherche à l'ODSEF. « On a confiance qu'elles pourront faire le voyage et venir ici », dit le professeur.

« Quand on examine les questions d'égalité de genres, tout est une notion de privilège de catégories de personnes par rapport aux autres »

Ce cahier spécial a été produit par l'équipe des publications spéciales du *Devoir*, grâce au soutien des annonceurs qui y figurent. Ces derniers n'ont cependant pas de droit de regard sur les textes. La rédaction du *Devoir* n'a pas pris part à la production de ces contenus.